

Document Marché

Marché à procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7
du Code de la Commande Publique

N° de marché :

**Pouvoir Adjudicateur exerçant la
Maîtrise d’Ouvrage**

MINISTERE DE LA JUSTICE
SG / DIR SG Grand Ouest / Département Immobilier de
Rennes

**Représentant du Pouvoir
adjudicateur**

Monsieur le Chef du Département Immobilier de Rennes -
Délégation Interrégionale Grand Ouest du Ministère de la
Justice

Objet du marché

Marché de prestations intellectuelles : mission de coordination
en matière de sécurité et protection de la santé de 3^{ème}
catégorie pour les travaux de remplacement du SSI de catégorie
A + mise en conformité des DAS au nouveau palais de justice
d’Evreux situé 4b rue de Verdun – 27000 Evreux

Imputation :

Programme 0166 – TF058438

Date du marché :

Montant du marché :

N° engagement juridique :

Code CPV : 71317210 – services de conseil en matière de santé et sécurité

L’offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de mars 2025 (mois
zéro).

Ordonnateur :

M. Le Chef du Département Immobilier de Rennes - DIR SG Grand Ouest - MINISTERE DE LA JUSTICE

Comptable assignataire des paiements :

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet une mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé de 3eme catégorie au sens du code du travail (loi 93-1418 du 31 décembre 1993) pour les travaux de remplacement du SSI de catégorie A + mise en conformité des DAS au nouveau palais de justice d'Evreux situé 4b rue de Verdun – 27000 Evreux

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

ARTICLE 2 - CONTRACTANTS

☐ Je soussigné,

Nom et
prénom :

☐ Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :

Domicilié
à :

Tel. :

mail :

☐ Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son
siège à :

Tel. :

mail :

N° d'identité d'établissement
(SIRET) :

N° d'inscription ☐ au répertoire des métiers ou ☐ au registre du
commerce et des sociétés :

☐ Nous soussignés,

Cotraitant 1	
Nom et prénom :	
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
Domicilié à :	
Tel. :	mail :
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
Au capital de :	
Ayant son siège à :	
Tel. :	mail :
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	

Cotraitant 2	
Nom et prénom :	
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
Domicilié à :	
Tel. :	mail :
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
Au capital de :	
Ayant son siège à :	

Tel. : <input style="width: 90%;" type="text"/>	mail : <input style="width: 90%;" type="text"/>															
N° d'identité d'établissement (SIRET) : <table border="1" style="display: inline-table; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> </tr> </table>																
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés : <div style="border: 1px solid black; width: 200px; height: 30px; float: right;"></div>																

Cotraitant 3																
Nom et prénom :	<div style="border: 1px solid black; height: 30px;"></div>															
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de : <div style="border: 1px solid black; height: 20px; margin-top: 5px;"></div>																
Domicilié à :	<div style="border: 1px solid black; height: 60px;"></div>															
Tel. :	<div style="border: 1px solid black; width: 300px; height: 20px;"></div>															
mail :	<div style="border: 1px solid black; width: 300px; height: 20px;"></div>															
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société) <div style="border: 1px solid black; height: 20px; margin-top: 5px;"></div>																
Au capital de :	<div style="border: 1px solid black; width: 650px; height: 20px;"></div>															
Ayant son siège à :	<div style="border: 1px solid black; height: 60px;"></div>															
Tel. :	<div style="border: 1px solid black; width: 300px; height: 20px;"></div>															
mail :	<div style="border: 1px solid black; width: 300px; height: 20px;"></div>															
N° d'identité d'établissement (SIRET) : <table border="1" style="display: inline-table; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> </tr> </table>																
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés : <div style="border: 1px solid black; width: 200px; height: 30px; float: right;"></div>																

Le titulaire du marché, pour tout ce qui concerne l'exécution de celui-ci, est représenté par : dûment mandaté à cet effet.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est :

- ☐ conjoint
- ☐ **solidaire** de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

après avoir :

- approuvé de mon/notre point de vue et sous mon/notre entière responsabilité la nature et la difficulté des prestations à fournir ;
- produit les documents et renseignements visés aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la Commande Publique ;

☐ **m'engage** sans réserve, à produire, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-16 du Code de la Commande Publique ainsi que les attestations de régularité fiscale de moins de 3 mois, de vigilance URSSAF de moins de 6 mois, d'emploi de travailleurs étrangers et attestations d'assurance décennale et responsabilité civile pour l'année en cours et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

☐ **nous engageons** sans réserve, à produire, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-16 du Code de la Commande Publique ainsi que les attestations de régularité fiscale de moins de 3 mois, de vigilance URSSAF de moins de 6 mois, d'emploi de travailleurs étrangers et attestations d'assurance décennale et responsabilité civile pour l'année en cours et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

ARTICLE 3 - CONTENU DE LA MISSION

P R E A M B U L E

L'article 2 de la loi 93.1418 du 31/12/93 modifiant le Code du Travail introduit une clause

"Section 1 - Principes généraux de la prévention

Art. L.4531-1 et 2 - Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur mentionné à l'article L.4532-1 et suivants doivent, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés aux a, b, c, e, f, g et h du II de l'article L.4121-1 et 2

Extraits du II de l'article L.4121-1 et suivants

- a) Eviter les risques
- b) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités
- c) Combattre les risques à la source
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux
- g) Planifier la prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants
- h) Prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier, en vue de permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail qui se déroulent simultanément ou successivement, de prévoir la durée de ces phases et de faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage. "

Le présent marché a pour objet l'exécution d'une mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé de troisième catégorie définie par la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour les travaux de remplacement du SSI de catégorie A + mise en conformité des DAS au nouveau palais de justice d'Evreux situé 4b rue de Verdun – 27000 Evreux

La durée prévisionnelle des travaux est de 6 mois dont un mois de préparation. Le début prévisionnel des travaux est fixé début 2026. La consultation travaux serait lancée en mai 25 et il faudra le PGC pour juin 2025.

Le montant prévisionnel des travaux est fixé à 150 000 d'euros HT (valeur mars 2025).

Le Titulaire prévoit 5% du volume minimal global de la mission en faveur de d'un critère d'insertion sociale (insertion économique ou clauses sociales de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire) et prévoit au moins une des conditions ci-dessous indiquées :
lutte contre les discrimination : égalité homme/femme
commerce équitable
achat éthique

Le Titulaire prévoit une organisation de marché en faveur de la préservation de la biodiversité, de la décarbonation des processus et d'une empreinte carbone faible qu'il détaillera dans son offre et qui sera rendue contractuelle.

conformément aux conditions générales CG-CT.

ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- Le présent Document marché daté et signé valant Cahier des Clauses Particulières et ses annexes :
 - La répartition du prix par élément de mission et, le cas échéant, entre co-traitant ;
 - La mise au point, le cas échéant ;
- Les pièces générales suivantes :
 - Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles CCAG-PI – arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles ;
Ce document n'est pas fourni par l'administration, il est réputé connu par le candidat. Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix (M_0 en page de garde du présent document).
- Le mémoire technique, méthodologique et financier du titulaire ;
- Les déclarations de sous-traitance, le cas échéant, et leurs éventuels avenants.

ARTICLE 5 - REMUNERATION

Les prestations seront rémunérées par application d'un prix forfaitaire égal à :

Le montant de la rémunération est fixé forfaitairement à :

• Montant hors TVA :		€	
• TVA au taux de	20 %	soit	€
• Montant TVA incluse :		€	
Arrêté en lettres à	Euros		

Le marché est rémunéré par un prix global forfaitaire dont la décomposition par cotraitant figure à l'annexe 1 et la décomposition par éléments de mission figure à l'annexe 2 du présent document.

ARTICLE 6 - CREANCE PRESENTEE EN NANTISSEMENT OU CESSION

Ce montant correspond au montant total de l'offre, TVA incluse, diminué du montant total des prestations qu'il envisage de sous-traiter.

Si, en cours d'études, le(s) prestataire(s) est/sont conduit(s) à faire agréer un sous-traitant par le maître d'ouvrage sans qu'il l'ait prévu dans le présent marché, la créance que le(s) prestataire(s) pourra/pourront présenter en nantissement sera dès lors réduite du montant sous-traité, TVA incluse.

☐ **Prestataire unique** : le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **je pourrai** présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

☐ **Groupement** : le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **nous pourrions** présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

Co-traitant 1	Co-traitant 2	Co-traitant 3	Co-traitant 4	Co-traitant 5

ARTICLE 7 - VARIATION DANS LES PRIX

7.1 - Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" défini en page de garde du présent document.

7.2 - Révision du prix du marché

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision donné par la formule :

$$C_n = I_{n-3} / I_{0-3}$$

avec : I_{o-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;
 I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations moins 3 mois.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement définitif sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie publié par l'Insee.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, en fonction de l'avancement de la mission, et d'un solde adressé au maître d'ouvrage.

Les factures sont transmises par Chorus PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché
- Le code du service exécutant de la dépense : FAC0000035
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro SIRET de l'état : 11000201100044

Le délai global de paiement est de 30 jours à réception des notes d'honoraires par les services de la personne contractante. Tout dépassement de ce délai ouvre droit à des intérêts moratoires au taux fixé par la Banque Centrale Européenne, augmenté de huit (8) points, ainsi que le paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues, au titre du présent marché en faisant porter leur montant au profit du compte portant les références suivantes :

☐ **Prestataire unique**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme bancaire :		
à :		
au nom de :		
sous le numéro :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	clé RIB : <input type="text"/> <input type="text"/>
code banque :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	code guichet : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
IBAN		
BIC (par SWIFT)		

☐ déclare appartenir à la catégorie des petites et moyennes entreprises (PME) en application **des recommandations de la Commission européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ; et à ce titre pouvoir bénéficier d'un taux de retenue de garantie plafonné à 3 % et d'un taux d'avance de 30 % ;**

A ce titre :

☐ **refuse** de percevoir l'avance de 30% prévue par l'acheteur.

☐ **ne refuse pas** de percevoir l'avance de 30% prévue par l'acheteur.

☐ déclare **ne pas** appartenir à la catégorie des petites et moyennes entreprises (PME) en application **des recommandations de la Commission européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ;**

A ce titre :

☐ **refuse** de percevoir l'avance de 5% prévue par l'acheteur.

☐ **ne refuse pas** de percevoir l'avance de 5% prévue par l'acheteur.

☐ **Groupement**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes (joindre un RIB ou RIP) :

Cotraitant 1	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
code banque :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
	clé RIB : <input type="text"/> <input type="text"/>
	code guichet : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Cotraitant 2	
--------------	--

compte ouvert à l'organisme bancaire :																			
à :																			
au nom de :																			
sous le numéro :																clé RIB :			
code banque :								code guichet :											
IBAN																			
BIC (par SWIFT)																			

Cotraitant 3																			
compte ouvert à l'organisme bancaire :																			
à :																			
au nom de :																			
sous le numéro :																clé RIB :			
code banque :								code guichet :											
IBAN																			
BIC (par SWIFT)																			

N° du cotraitant	Avance prévue par l'acheteur : 5% (ou 30% pour les PME)	
1	<input type="checkbox"/> Déclare appartenir à la catégorie des PME en application des recommandations de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises	<input type="checkbox"/> Déclare ne pas appartenir à la catégorie des PME en application des recommandations de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises
	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir
2	<input type="checkbox"/> Déclare appartenir à la catégorie des PME en application des recommandations de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises	<input type="checkbox"/> Déclare ne pas appartenir à la catégorie des PME en application des recommandations de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises
	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir
3	<input type="checkbox"/> Déclare appartenir à la catégorie des PME en application des recommandations de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises	<input type="checkbox"/> Déclare ne pas appartenir à la catégorie des PME en application des recommandations de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises
	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

ARTICLE 9 - DUREE ET DELAI DE LA MISSION

Le présent marché prend effet à sa date de notification et s'achèvera à la réception des documents finaux sans réserve (D.I.U.O).

Les prestations devront être exécutées dans les délais suivants :

Dès notification du présent marché, le CSPS a 7 jours pour élaborer le PGC et l'ouverture du registre journal.

Toute étude de document en phase conception (dont notice de sécurité) ou toute demande ou avis en phase conception et travaux doit être formulée sous 48 heures par le CSPS.

Dès notification du marché et les études de conception étant achevées, le CSPS à 3 semaines pour élaborer le DIUO conception.

Dès notification des entreprises et des sous-traitants, le CSPS a 3 jours pour planifier les visites d'inspection communes et les PPSPS TCE y compris pour les sous-traitants

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire diffusera toute les semaine un tableau de suivi des observations.

Les avis en phases travaux dont les documents inclus dans le registre journal sont transmis sous 2 jours et en moins de 24 heures si danger imminent. Ils doivent être traçable et sont envoyés aux entreprises, maître d'œuvre, OPC et au maître d'ouvrage.

ARTICLE 10 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité. Par dérogation aux articles 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable et sont cumulatives. Elles sont plafonnées à hauteur du montant HT des prestations concernées. Elles sont nettes de taxe.

(1) Pénalités de retard :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de retard dans l'exécution de ses prestations, il sera appliqué au prestataire une pénalité de 150,00 euros par jour calendaire. Le décompte des jours de retard part du lendemain de la date limite de remise des documents. Le jour de remise des documents n'est pas décompté.

(2) Absence aux réunions :

Tout titulaire non représenté par une personne ayant une connaissance du projet et ayant un pouvoir de décision ou non excusé par la maîtrise d'ouvrage opérationnelle aux réunions auxquelles il a été convoqué se verra appliquer une pénalité de 150,00 euros par absence.

(3) Retard dans la planification d'une inspection commune (VIC) pour le titulaire ou les sous-traitant :

Une pénalité de 50 euros par jour de retard sera appliquée sur simple constat et sans mise en demeure.

(4) Retard dans la production des documents suivants : PGC, DIUO, Registre journal :

Une pénalité forfaitaire de 150 euros et une pénalité de 50 euros par jour de retard seront appliquées sur simple constat et sans mise en demeure.

ARTICLE 11 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire est invité à transmettre des supports respectueux de l'environnement et à réduire au strict nécessaire les impressions papier. Les livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou imprimés sur du papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu des forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).

Concernant les impressions, il est préconisé l'utilisation du noir et blanc plutôt que la couleur, l'utilisation de polices de caractère "light" (type Ecofont), l'optimisation de la mise en page pour réduire le nombre de pages, l'utilisation d'encre végétales...

Le titulaire doit également pendant toute la durée du marché privilégier les échanges électroniques et les transmissions de documents dématérialisés tant avec le maître d'ouvrage qu'avec tout autre intervenant. Le titulaire doit également sensibiliser les destinataires des documents en précisant « d'éviter de les imprimer » dans les courriels d'accompagnement.

Le prestataire s'engage à privilégier des transports les plus « doux possibles », comme par exemple les transports en commun ou des véhicules propres.

ARTICLE 12 - PROMOTION DE LA CHARTE « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1er juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à s'intéresser au parcours national des achats responsables,
- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées,
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement,
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR),
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche. Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

ARTICLE 13 - CESSION DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 14 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du présent marché sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

N° Articles du présent document marché	Déroge à l'article	N° Articles auxquels il est dérogé
4		4.1 du CCAG-PI
10		14.1, 14.1.1, 14.1.2, 14.1.3 du CCAG-PI
13		35 du CCAG-PI

Fait en un seul original, à....., le

Le(s) contractant(s),

Cachets et signatures

Mandataire

Cotraitant(s)

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A , le

Le Pouvoir Adjudicateur

ANNEXE N°1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE GROUPEMENT

Détail des prestations exécutées par chacun des cotraitants dans chaque élément de mission

Nom du mandataire- Cotraitant 1
Prestation du mandataire- Cotraitant 1
Nom du cotraitant 2
Prestation du cotraitant 2
Nom du cotraitant 3
Prestation du cotraitant 3
Nom du cotraitant 4
Prestation du cotraitant 4
Nom du cotraitant 5
Prestation du cotraitant 5
Nom du cotraitant 6
Prestation du cotraitant 6

**ANNEXE N°2 A L'ACTE D'ENGAGEMENT
DECOMPOSITION ET REPARTITION DE LA REMUNERATION**

Désignations - spécialités du personnel affectable	Unité	Quantité	Prix unitaire (1) H.T. en euros	Résultat H.T. en euros
--	-------	----------	---------------------------------------	---------------------------

(1) Coûts (salaires et charges, frais de structure, déplacements éventuels et coût spécifiques) **du personnel affectable**

A - « ETUDES »				
AVP et PRO				
Réunions d'études	heure			
PGC et ouverture du RJ	heure			
Etudes de documents	heure			
DIUO de conception	heure			
SOUS TOTAL hors taxes en euros				
TOTAL A hors taxe en euros				

B - « TRAVAUX »				
Réunions de préparation de travaux	heure			
Tenue du RJ	heure			
VIC et PPSPS TCE y compris sous-traitants	heure			
Visites inopinées	heure			
Participation réunion de chantier	heure			
déplacement(s) éventuel (s)	heure			
DIUO	heure			
TOTAL B hors taxes en euros				
TOTAL A+B hors taxes en euros				

